

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

MARSEILLE, le - 5 MAI 2006

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Mme MARTINS
☎ 04.91.15.64.67
christiane.martins@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr
n° 31-2006 A

ARRETE
IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS
COMPLEMENTAIRES
à la SOCIETE CABOT FRANCE à BERRE L'ETANG

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la directive 2003/87/CE du Parlement Européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil,

VU la décision n° 2004/156/CE du 29 janvier 2004 de la Commission approuvant les lignes directrices pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre en application de la directive 2003/87/CE,

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.229-5 à L.229-19,

VU le décret n° 2004-832 du 19 août 2004 relatif au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre,

VU l'arrêté du 25 février 2005 du ministère de l'écologie et du développement durable fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés,

VU l'arrêté du 28 juillet 2005 du ministère de l'écologie et du développement durable relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre et notamment l'article 25 qui permet des dérogations aux méthodes définies aux annexes III à X en cas d'impossibilité technique,

VU le plan de surveillance présenté par la Société CABOT France du 7 octobre 2005,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 22 février 2006,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ISTRES du 21 mars 2006,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 30 mars 2006,

CONSIDERANT que la Société CABOT France, visée par l'arrêté du 25 février 2005, a présenté un plan de surveillance qui ne respecte pas les méthodes définies aux annexes III à X de l'arrêté du 28 juillet 2005,

CONSIDERANT l'impossibilité technique d'appliquer le niveau de méthode requis, présentée par l'exploitant,

CONSIDERANT la possibilité de dérogations aux méthodes définies aux annexes III à X en cas d'impossibilité technique prévue à l'article 25 de l'arrêté du 28 juillet 2005 du ministère de l'écologie et du développement durable,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La Société CABOT France qui exploite une installation classée pour la Protection de l'Environnement, visée par le décret du 19 août 2004 modifié, à BERRE l'ETANG, est tenue d'établir un plan de surveillance des émissions de gaz à effet de serre suivant les dispositions des articles 11 et 12 de ce même texte.

A titre dérogatoire et pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2007, la société CABOT France est autorisée à utiliser la méthode spécifique décrite en annexe au présent arrêté pour la quantification de ses émissions de dioxyde de carbone.

ARTICLE 2

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

ARTICLE 3

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.514-1 - Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre IV du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 5

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6

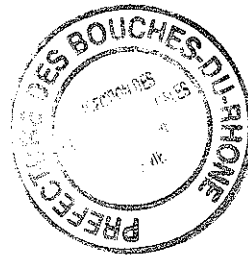
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-du-RHONE,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire de BERRE l'ETANG,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- ✗ - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,

- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un avis sera publié et
un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre
1977 modifié.

MARSEILLE, le - 5 MAI 2006

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Philippe NAVARRE.



Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 31.2006A
du 5 mai 2006

DESCRIPTION DE L'INSTALLATION

Description du procédé de fabrication du noir de carbone

Le procédé de fabrication de noir de carbone est décrit dans le schéma de principe ci-dessous :

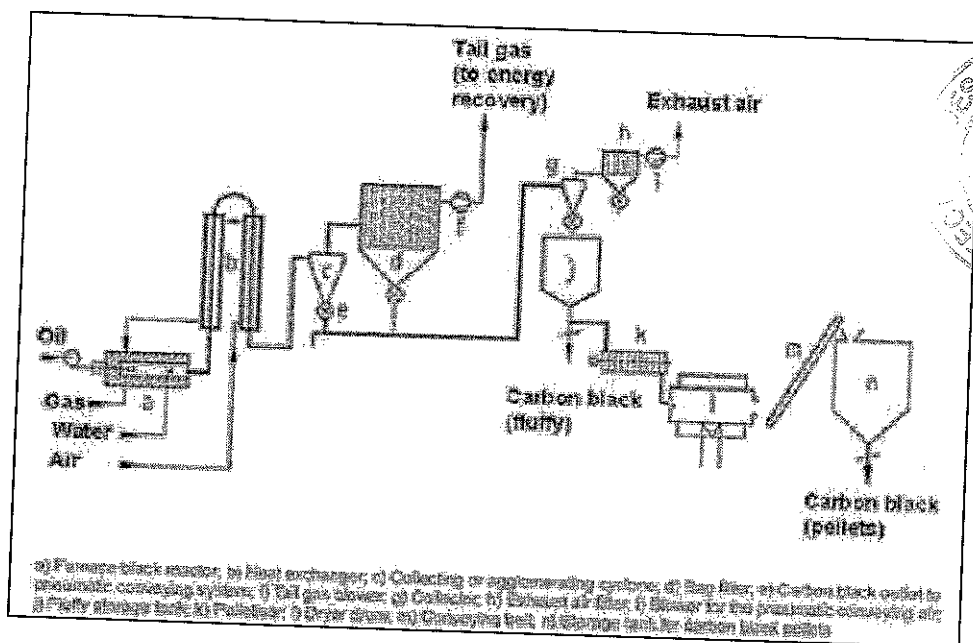
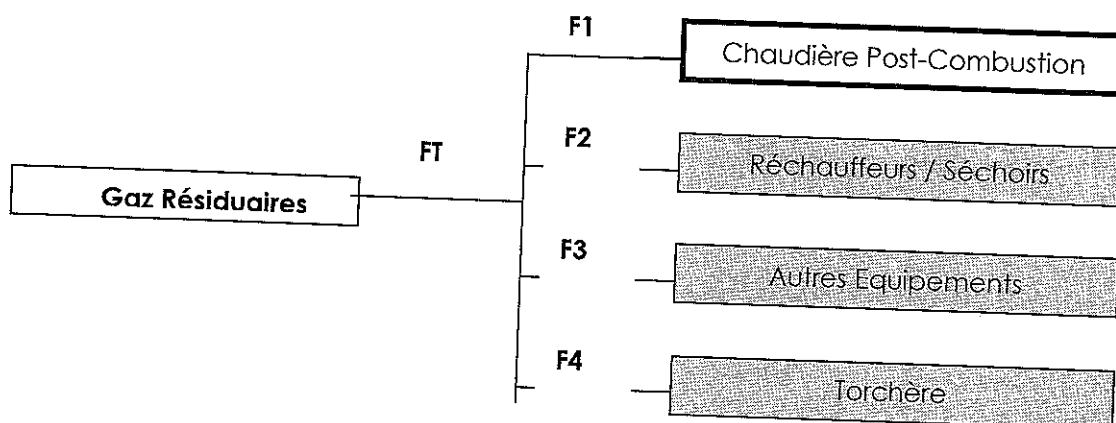


Schéma descriptif des utilisations des gaz résiduels

Les gaz résiduels générés par l'installation sont brûlés dans divers équipements : chaudières de postcombustion, réchauffeurs de gaz pour séchoirs, torchères ou autres équipements thermiques. Seules les chaudières de postcombustion sont incluses dans le champ du système d'échange de quotas. Les flux de gaz résiduels se répartissent comme suit :



Non Soumis PNAQ
Soumis PNAQ

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Philippe Navarre
Philippe NAVARRE

Selon les installations ou équipements disponibles, ces flux peuvent être soit calculés, soit mesurés.

METHODE DE QUANTIFICATION DES EMISSIONS DE CO₂**Principe du bilan matières.**

Les émissions de dioxyde de carbone des équipements inclus dans le champ du décret résultent en fait de la combustion des gaz résiduels dans la chaudière de post combustion quand elle existe. Le bilan matières consiste à déterminer le carbone contenu dans ces gaz résiduels en déduisant le carbone contenu dans le noir de carbone produit du carbone contenu dans l'ensemble des matières premières.

Les étapes de calcul des émissions de CO₂ pour le noir de carbone sont donc:

- Calcul du carbone contenu dans les matières premières : huile, gaz naturel.
- Bilan matière pour déterminer le carbone non récupéré dans le produit et contenu dans les gaz résiduels.
- Détermination des émissions de CO₂ déclarées sur la base de la proportion des débit de gaz résiduel utilisés par les équipements soumis.

Le débit total des gaz résiduels générés par la production de noir de carbone est déterminé, selon les équipements disponibles, soit par des équations propres aux technologies et conditions de marche des installations, soit par le relevé de débitmètres.

Méthodes d'échantillonnage et de contrôle.*Matières premières :*

- Huile : Le contenu en carbone de l'huile d'alimentation est déterminé par la méthode d'analyse ASTM D 5291. Il est disponible sur les bulletins d'analyse fournisseur.
- Gaz naturel : Le coefficient de conversion pour déterminer le CO₂ émis est déterminé soit par le ratio de 185 kg/MW.h, soit calculé d'après l'analyse communiquée par le fournisseur.

Production :

- La quantité de noir de carbone produite est le chiffre comptable dûment vérifié par procédure interne de relevé de stocks et comptabilisation des livraisons à chaque clôture mensuelle, et une fois par an par l'auditeur externe. Les quantités livrées sont pesées sur des instruments étalonnés et contrôlés.
- La quantité de carbone contenue dans le noir de carbone est prise égale à 99%.

NIVEAU D'INCERTITUDE

Compte tenu de la variation de composition des gaz résiduels et de l'incertitude sur les mesures de débit, la méthode proposée est capable de fournir de données d'émission de CO₂ avec une précision de l'ordre de 10%.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Philippe NAVARRE

